

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

**ALLOCUTION DU PRESIDENT DE LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE,
MOUSSA FAKI MAHAMAT, À L'OCCASION DE LA RÉUNION
MINISTÉRIELLE SUR LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE,
ORGANISÉE SOUS LES AUSPICES DES NATIONS UNIES ET DE
L'UNION AFRICAINE, EN MARGE DE LA 73^{ÈME} SESSION
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES**

NEW YORK, LE 27 SEPTEMBRE 2018

Monsieur le Président de la République centrafricaine,

Monsieur le Secrétaire général des Nations unies,

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais, à l'entame de mon propos, me joindre au Secrétaire général Antonio Guterres pour remercier tous ceux qui ont honoré l'invitation à cette rencontre. La Centrafrique a plus que jamais besoin de votre soutien pour tourner définitivement la sombre page de la violence, de la discorde et de l'instabilité qui a marqué une bonne partie de son histoire post indépendance.

Par-delà cette manifestation bienvenue de solidarité internationale, la réunion de ce jour est aussi une illustration supplémentaire du partenariat étroit entre l'Union africaine et les Nations unies. Elle est le prolongement de la synergie que nous nous employons à promouvoir sur le terrain entre le rôle politique que jouent l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, à travers l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation, et l'action opérationnelle des Nations unies par l'intermédiaire de sa Mission de stabilisation - MINUSCA. C'est dire que la République centrafricaine reste un exemple de féconde coopération entre nos deux institutions.

Mesdames et Messieurs,

Il y a un peu plus d'une semaine, j'ai effectué une visite à Bangui. Il s'agissait pour moi de renouveler la solidarité de l'Union africaine à l'endroit du peuple centrafricain, ainsi que nos encouragements à tous les acteurs concernés à s'engager résolument dans la voie dialogue et du compromis.

Cette voie n'est guère facile, et elle l'est d'autant moins que la violence qui a affligé la Centrafrique ces dernières années a laissé des plaies béantes. Mais elle est la seule démarche à même de permettre aux Centrafricains de refermer définitivement les blessures du passé, de retrouver durablement la paix et la sécurité et d'exploiter, au service de leur bien-être collectif, les immenses potentialités que recèle leur pays.

Telle est la leçon majeure que Nelson Mandela, dont nous venons de célébrer le centenaire de la naissance, nous a léguée. Le dialogue, le pardon et la réconciliation sont l'incontournable triptyque à même de sortir la Centrafrique des difficultés présentes.

Je me dois ici d'exprimer ma profonde appréciation au Président Faustin Archange Touadéra pour sa disposition continue au dialogue.

Les progrès réalisés dans le cadre de l'Initiative africaine sont encourageants. Depuis son installation, en septembre dernier, le Panel de facilitation a travaillé étroitement avec le Gouvernement, particulièrement le Président de la République, ainsi qu'avec l'ensemble des quatorze groupes armés parties au processus. Il a également pris contact

avec les anciens Présidents François Bozize et Michel Djotodja, qui se sont dits disposés à contribuer à la quête de la paix. Les visites effectuées dans les pays de la sous-région ont aussi été encourageantes.

Le Panel a obtenu des groupes armés la communication de leurs revendications auxquelles le Gouvernement a réagi, en soumettant un «Projet d'Accord politique pour la paix et la réconciliation en RCA ». Le Panel se propose maintenant de recueillir les observations des groupes armés sur ce document, avant de convoquer le Dialogue proprement dit.

Mesdames et Messieurs,

Nous sommes donc arrivés à une phase cruciale du processus de paix et de réconciliation. La réussite est à portée de main et, avec elle, la délivrance du peuple centrafricain.

Nous nous devons de redoubler d'efforts. Dans cette entreprise, il est important d'agir sur la base des paramètres ci-après:

- (1) premièrement, la mobilisation d'un soutien politique fort en faveur de l'Initiative africaine, qui devrait être le cadre unique pour le règlement de la crise. Toute contribution extérieure est bienvenue aussi longtemps qu'elle concourt à l'aboutissement de l'Initiative, et est étroitement coordonnée avec ses promoteurs;
- (2) deuxièmement, le renforcement de la synergie entre l'Initiative africaine et la MINUSCA, qui joue un rôle déterminant sur le terrain, pour maximiser l'impact des efforts entrepris. Les modalités y relatives pourraient être définies d'un commun accord par l'Union africaine et les Nations unies;
- (3) troisièmement, la mobilisation des moyens financiers et logistiques requis pour le parachèvement du mandat du Panel de facilitation. À cet effet, l'Union africaine se propose de convoquer, dans les délais les plus brefs possibles, une conférence d'appel de fonds;
- (4) quatrièmement, la nécessité de traiter avec intelligence et pragmatisme les contradictions inhérentes à tout processus de paix, en tirant les leçons d'expériences internationales pertinentes. Cet impératif s'applique, en particulier, à la façon d'aborder la relation entre la quête de la paix et de la réconciliation, d'une part, et celle de la justice, de l'autre.

Mesdames et Messieurs,

La communauté internationale s'est beaucoup investie en République centrafricaine. Le jour n'est pas loin où elle récoltera les fruits de son labeur.

La rencontre d'aujourd'hui doit permettre de poser un jalon de plus vers la réalisation de cet objectif. Tel est notre espoir, et tel est certainement celui du peuple centrafricain dont le martyr n'a que trop duré.

Je vous remercie.